



SOMMET
POUR L'ACTION
SUR L'IA



AI ACTION
SUMMIT



LES ACTIONS DE PARIS POUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Des acteurs venus de plus de 100 pays des 5 continents, issus de gouvernements, d'organisations internationales, d'entreprises privées, de partenaires sociaux, d'acteurs de la société civile et du monde universitaire, de la recherche et de la culture, se sont réunis du 6 au 11 février 2025 à Paris et ont décidé d'agir ensemble pour l'intelligence artificielle (IA).

Rappelant leur attachement à une approche commune fondée sur le partage de la science, de solutions et de standards partagés, **ils ont annoncé plus d'une centaine d'actions et engagements concrets en faveur d'une IA de confiance accessible à tous, autour de trois axes: donner à chacun les moyens de s'approprier la révolution de l'IA, favoriser le développement d'une IA durable et renforcer le système international de gouvernance de l'IA pour le rendre plus efficace et inclusif.** Une déclaration des chefs d'État du **sommet pour l'action sur l'IA, co-présidé par la France et l'Inde, soutient cette approche, avec le soutien des Nations unies.**

À l'heure où le développement de l'IA ne cesse de s'accélérer, ses applications de se diversifier et son utilisation de s'étendre, il revient à chacun – États, entreprises, organisations, citoyens – de façonner selon nos valeurs cette technologie dont tout le potentiel reste encore à atteindre. Ce sommet a été préparé avec la **contribution de plus de 11 000 citoyens**, qui ont répondu à une vaste consultation en ligne, ainsi que de **plus de 800 chercheurs, d'entrepreneurs et de créateurs**, dans le cadre de **près de 100 événements** organisés dans le monde entier en amont et en marge du sommet.

UN SOMMET POUR L'ACTION D'ABORD FONDÉ SUR LA SCIENCE

Plus de 3 800 participants et 94 figures majeures de la recherche en IA, venus du monde entier, se sont réunis pour la première fois pour confronter leurs visions et débattre, les 6 et 7 février 2025 à l'Institut Polytechnique de Paris dans le cadre **des journées scientifiques du sommet pour l'action sur l'IA**, à travers 12 sessions plénières, 9 conférences, 7 colloques spécialisés et 9 tables rondes, visant notamment la mise en œuvre du Panel scientifique multi-acteurs sur l'IA des Nations unies.

Le **Rapport scientifique international sur la sécurité de l'IA**, piloté par Yoshua Bengio, fruit du travail d'une centaine d'experts de 30 pays, initié à Blechley Park, a été publié dans sa première édition au sommet de Paris. Il a permis d'éclairer les échanges sur l'état des recherches scientifiques concernant les capacités des IA avancées et les risques liés à l'IA afin de mieux les objectiver et y répondre pour créer les conditions d'une IA de confiance.

Parce que les décideurs publics et les entreprises doivent pouvoir se nourrir des avancées scientifiques pour construire leur stratégie autour de l'IA durable, l'association internationale Climate Change AI a publié à l'occasion du sommet un **inventaire des institutions de recherche clés** sur le sujet, ainsi qu'une **revue exhaustive de la littérature à l'intention du décideur**.

1. Donner à chacun les moyens de s'appropriier les bénéfices de l'IA

Ce sommet a permis de démontrer tout le potentiel de l'intelligence artificielle pour notre humanité et les objectifs de développement durable:

→ **50 projets utilisant l'IA au service du bien commun, sélectionnés parmi 770 candidats de 111 pays**, sous l'égide du Forum de Paris sur la Paix, ont pu faire, pendant le sommet, la démonstration de leur utilité sur des enjeux concrets tels que la lutte contre les violences faites aux femmes, la démocratie, la protection de l'environnement, l'inclusion ou la culture.

→ Près de 600 entreprises et administrations publiques de 33 pays ont répondu à un appel à manifestation d'intérêt sur « l'IA au service de l'efficacité », lancé par le Ministère français de l'Économie et des Finances en novembre 2024, mettant en lumière des **cas concrets d'intégration réussie de l'IA dans leurs organisations**.

→ **37 défis portés par 700 acteurs** d'une dizaine de pays, lancés dans le cadre de l'initiative « *Convergence IA* », ont permis des avancées technologiques au service de l'intérêt général: le lancement du premier modèle d'IA au service de l'enseignement supérieur français, le développement d'un kit de logiciels IA *open source* adaptés aux besoins des agriculteurs, des bases de données pour lutter contre le glioblastome et les maladies hépatiques ou encore une base de données satellitaires pour créer un système d'alerte précoce de risque d'inondation.

→ Le Ministère français de l'Économie et des Finances a lancé un **Observatoire IA** qui collectera et diffusera, en accès libre, des données cruciales sur l'utilisation de l'IA notamment dans la santé, l'environnement, l'industrie ou encore la finance.

→ **Des milliers de visiteurs du week-end culturel de l'IA**, comprenant une série d'expositions, de débats, d'ateliers pratiques et d'interactions avec des artistes, ont pu approfondir leurs connaissances sur les enjeux culturels de l'IA et être les témoins d'une IA au service de la **création artistique**.

Pour une IA plus accessible partout dans le monde, l'Agence française de développement (AFD) a investi, entre 2021 et 2023, près de 290 millions d'euros dans le secteur du numérique (y compris pour déployer près de 1 500 km de câble de fibre optique et construire plus de 2 000 antennes relais), permettant à 4,4 millions de personnes d'avoir accès ou un meilleur accès à Internet. Active aujourd'hui dans 89 pays dans ce domaine, l'AFD prévoit d'investir 100 millions d'euros par an les prochaines années dans les infrastructures du numérique pour les pays en développement.

Les participants au sommet ont affirmé leur conviction que l'IA devait être mise au service de l'humanité et de l'intérêt général. Cette technologie doit refléter la diversité culturelle et linguistique du monde, et pouvoir être utilisée de manière libre et indépendante par toutes et tous.

→ Une **nouvelle fondation internationale sur l'IA d'intérêt général**, « **Current AI** », a été lancée aujourd'hui, grâce à un investissement initial de 400 millions d'euros provenant d'AI Collaborative, du gouvernement français, et d'autres partenaires gouvernementaux, philanthropiques et industriels de premier plan. Parmi les autres donateurs figurent notamment la Fondation Ford, Google, la Fondation John D. and Catherine T. MacArthur, la Fondation Patrick J. McGovern et Salesforce. La Commission européenne soutiendra en partageant de la puissance de calcul. Current AI est soutenue par un groupe de 11 personnalités reconnues, dont Reid Hoffman (LinkedIn), Clément Delangue (Hugging Face), Arthur Mensch (Mistral), Eleonore Crespo (Pigment) et Fidji Simo (Instacart), apportant une expertise précieuse à la mission de la fondation. Hébergée à Paris et destinée au monde entier, cette fondation vise à dessiner un nouvel horizon pour l'IA en finançant des initiatives ambitieuses qui servent l'intérêt général. Current AI se concentrera sur trois domaines clés:

- **Les données**: élargir l'accès à des bases de données essentielles dans des domaines clés comme les médias, le multilinguisme, la santé et les sciences.
- **L'ouverture**: promouvoir des normes et des outils ouverts qui garantissent la confiance et la sécurité des technologies d'IA, ou encore la provenance des données.
- **La responsabilité**: mettre en place des méthodologies fiables en matière de transparence et d'audit, notamment sur l'impact environnemental ou encore sur les enfants, et pour encourager la participation citoyenne.

10 gouvernements, dont l'Allemagne, le Chili, l'Inde et le Nigeria, ont signé une **charte s'engageant à soutenir la fondation** et à défendre les valeurs d'une IA mise au service de l'intérêt général comme l'inclusivité, l'innovation et la coopération internationale.

EXEMPLES DE PROJETS SOUTENUS PAR LA FONDATION CURRENT AI

L'initiative ROOST (« Robust Open Online Safety Tools »), annoncée le 10 février 2025 lors du sommet, marque une étape importante dans la sécurisation de l'IA grâce à l'*open source*. Cette initiative à but non lucratif, soutenue par une alliance inédite entre de grandes entreprises technologiques (Discord, OpenAI, Google, Roblox), acteurs majeurs de l'*open source* (Mozilla, BlueSky, Hugging Face), universités et organisations philanthropiques, développe des outils de sécurité gratuits et *open source*, avec une priorité particulière accordée à la protection des enfants. Avec un investissement initial de plus de 25 millions de dollars, ROOST entend accélérer l'innovation en matière de sécurité numérique.

Le Refined CommonCorpus, la plus grande base de données ouverte d'entraînement de grands modèles de langage d'IA, a été publiée le 11 février 2025. Portée par Pleais, cette base de données de 2 000 milliards de mots est composée d'œuvres du domaine public (dont des archives de la Bibliothèque nationale de France), d'articles scientifiques multilingues et de contenus issus de données ouvertes institutionnelles internationales. Ce corpus permettra d'entraîner librement des IA fiables, aux sources vérifiables, et respectueuses des droits d'auteur grâce à l'inclusion de métadonnées complètes liées à la provenance de l'information.

Un outil d'évaluation des modèles de langage en fonction de leur performance en langue française a été développé par l'État français, l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA), l'Institut du développement et des ressources en informatique scientifique (IDRIS) et Hugging Face, offrant un classement des modèles d'IA à partir notamment de données inédites de corrigés du baccalauréat français.

→ Un appel **pour une Alliance mondiale sur l'IA et la démocratie** a été signé par plus d'un millier de personnes dans le monde et est d'ores et déjà suivi par 35 entreprises, organisations non-gouvernementales et laboratoires de recherche qui ont rejoint cette Alliance dans le but d'accompagner plus de 100 initiatives concrètes pour la protection de la démocratie.

→ Alors qu'un quart de la population mondiale est âgée de 14 ans ou moins, le Forum de Paris sur la Paix et Everyone.AI ont annoncé le lancement d'une **coalition internationale dédiée à la protection et la promotion du bien-être cognitif et socio-émotionnel des enfants à l'ère de l'IA**, soutenue par 10 pays, 8 grandes entreprises d'IA et une vingtaine d'organisations spécialisées dans le développement de l'enfant. Cette coalition permettra, d'ici 2 ans, la mise en place d'un cadre d'évaluation des risques et opportunités de l'IA pour les enfants, ainsi que le développement de programmes éducatifs fondés sur une utilisation responsable de l'IA.

→ **Les participants du sommet ont par ailleurs rappelé l'importance de la pleine inclusion des femmes et des filles** dans la révolution de l'IA, alors que celles-ci ne représentent que 22% des talents de l'IA, et que le Pacte pour l'avenir a inscrit dans ses priorités la représentation égale et inclusive des femmes dans les systèmes de prise de décision telle que recommandée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Ainsi, 12 pays du Partenariat mondial pour l'action contre le harcèlement et les abus en ligne fondés sur le genre ont signé le 10 février 2025, une **déclaration sur l'intégration de l'égalité de genre dans le domaine de l'IA**.

De nombreux participants au sommet ont annoncé leur intention de démultiplier les capacités en IA de leur pays, démontrant l'appropriation par tous de cette technologie et l'ambition commune d'une IA au service d'une prospérité partagée sur l'ensemble de la planète. En particulier, l'Europe se mobilise :

→ Démontrant un **leadership européen fort**, l'Europe investit à hauteur de 200 milliards pour l'IA. La Commission européenne a annoncé le lancement d'**InvestAI** pour les investissements en infrastructures. L'UE y contribuera à hauteur de 50 milliards d'euros. En complément, 120 grandes entreprises (dont Airbus, ASML, AXA, Deutsche Bank, EDF, Helsing, Mistral AI, Orange Group, Publicis, SAP ou encore Siemens AG) ont également rejoint l'initiative des **Champions de l'IA européens**, dans le contexte de laquelle des investisseurs importants comme KKR, Blackstone, EQT, CVC et DST Global ont annoncé leur volonté d'investir 150 milliards d'euros dans l'IA en Europe sur 5 ans.

→ Un **élan pour l'innovation et la formation de talents au sein de l'Union européenne** a été donné grâce à un investissement absolument inédit de 10 milliards d'euros – le plus large investissement public dans l'IA dans le monde – dans des « **AI Factories** ». Celles-ci offriront une large gamme de services (puissance de calcul, données, formation des talents) aux start-ups et chercheurs en IA – réseau dans lequel s'inscrira le super-calculateur exaflopique « Alice Recoque » que la France accueillera dès 2026. L'Union finance aussi l'IA générative dans 14 secteurs industriels (**GenAI4EU**), des espaces de données européens communs et de grands modèles européens de langage.

→ La Commission européenne a démontré sa volonté de développer un écosystème IA européen innovant et compétitif, grâce à une **mise en œuvre équilibrée et efficace du Règlement sur l'IA**, qui permet d'apporter un cadre unique aux 27 États membres et à sécuriser à la fois les droits fondamentaux des citoyens et des entreprises. La mise en œuvre de ce cadre réglementaire a vocation à être rapidement précisée, fournissant à l'écosystème IA un cadre sécurisant, clair et stable dans le temps. Les lignes directrices publiées le 4 février 2025 viennent ainsi de clarifier les cas d'interdiction au sein de l'UE qui correspondent à des pratiques telles que la notation sociale, la manipulation nuisible ou les utilisations discriminatoires. Le champ de l'IA est intégré dans les travaux en cours sur la simplification réglementaire et l'allègement de la charge administrative des entreprises européennes.

2. Promouvoir notre confiance dans une IA durable, respectueuse de l'environnement comme de la cohésion sociale et de nos démocraties

Ce sommet a permis un sursaut mondial pour placer l'IA sur un chemin plus durable sur le plan environnemental. Si les immenses besoins énergétiques de son développement à grande échelle créent un enjeu fondamental, l'IA peut aussi venir au service de l'environnement. A cet effet :

→ 96 partenaires – dont 39 grandes entreprises, 13 pays et 6 organisations internationales – ont rejoint la **Coalition pour l'IA durable sur le plan environnemental** lancée par la France, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Union internationale des télécommunications (UIT). Cette coalition soutiendra et amplifiera des initiatives pour réduire le coût énergétique et environnemental de l'IA, afin qu'elle puisse se diffuser largement et contribuer positivement à nos objectifs énergétiques et environnementaux. Des initiatives majeures ont déjà été annoncées au sommet :

– L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a lancé le premier **Observatoire mondial dédié à l'énergie et à l'IA**, permettant : (i) de mieux anticiper les besoins en énergie des centres de données et modèles d'IA, (ii) d'optimiser les systèmes énergétiques et réduire les émissions carbone grâce à l'IA, et (iii) de favoriser les innovations de rupture en matière d'IA appliquée à l'énergie.

– Une **feuille de route sur la normalisation de l'impact environnemental de l'IA** a été établie par plus de 30 partenaires privés et publics, pour des lignes directrices mieux harmonisées en matière d'évaluation environnementale de l'IA entre les grandes organisations internationales de normalisation (Organisation internationale de normalisation (ISO), Union internationale des télécommunications (UIT), Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE)), avec le soutien de l'UNESCO.

– Le PNUE publiera, en mars 2025, un **guide définissant des lignes directrices permettant d’orienter les investissements publics et privés vers des centres de données écoénergétiques**.

– Le **premier hackathon alliant IA et sobriété énergétique, le « Frugal AI Challenge »**, coorganisé par Hugging Face, Data for Good et le Ministère français de la Transition écologique, a réuni plus de 60 équipes de *data scientists* autour du défi inédit de concevoir des modèles d’IA pour résoudre les enjeux environnementaux (détection de la désinformation climatique, analyse des régions à risque de départs de feu, identification de la déforestation illégale) tout en optimisant leur efficacité énergétique. Cette initiative a permis de démontrer la **possibilité de développer des IA à la fois précises et efficaces, et frugales en énergie**.

– Une communauté d’une centaine de scientifiques, entreprises, institutions publiques et organisations internationales ont publié un **position paper identifiant les défis à relever pour maximiser les effets positifs des systèmes d’IA tout en limitant leur impact environnemental**.

– Dans le cadre de l’initiative «*Convergence AI*», le **AI Energy Score, premier comparateur de la performance énergétique** de plus de 200 modèles d’IA, a été créé.

À la faveur de ce sommet pour l’action, de nombreux participants ont fait part de leur engagement pour une IA centrée sur l’humain, garantissant sa sûreté, sa fiabilité et sa sécurité dans le monde du travail. Ils se sont engagés pour le déploiement de l’IA améliorant la productivité tout en promouvant le bien-être et la sécurité au travail, ainsi qu’en permettant de valoriser les talents humains :

→ Des dizaines d’institutions nationales, régionales et internationales ont échangé et décidé de lancer le **Réseau collaboratif des observatoires de l’IA sur le travail**, plateforme volontaire d’échanges de connaissance, de renforcement des capacités et de dialogue sur l’impact de l’AI et de la gestion algorithmique sur le monde du travail. Ce Réseau regroupe d’ores et déjà 11 institutions nationales d’Australie, d’Allemagne, d’Autriche, du Brésil, du Canada, du Chili, d’Inde, d’Italie, du Japon, du Royaume-Uni et de France (LaborIA), avec le soutien du Groupe Adecco, de Capgemini Invent et de la Human Technology Foundation, sous la coordination de l’Organisation internationale du travail (OIT), via sa Coalition mondiale pour la justice sociale, et de l’OCDE.

→ Une soixantaine d’entreprises multinationales et des grands réseaux d’entreprises (entreprises d’IMPACT AI, du Global Deal France, Les entreprises s’engagent, Positive AI, AEDIPE) ont signé un **Engagement pour une IA digne de confiance dans le monde du travail**, avec les six objectifs suivants : promotion du dialogue social, soutien au développement du capital humain, garantie de la sécurité et de la santé au travail, assurance de non-discrimination, protection de la vie privée, et promotion de la productivité et de l’inclusivité tout au long des chaînes de valeur. Les signataires se sont engagés à permettre une mesure et valorisation de leur progrès en vue du sommet 2026 du G7.

→ Le **label international GEEIS AI (Gender Equality European and International Standard for AI)**, outil d'évaluation de la politique diversité, équité et inclusion des entreprises et de la non exclusion algorithmique de certaines populations, a été créé par Arborus. Plusieurs grandes entreprises parmi les 146 acteurs privés, organisations non-gouvernementales et universités signataires de la première **charte internationale pour une IA inclusive** se sont engagées à évaluer, grâce au label GEEIS AI, leur politique en matière d'IA.

Répondant à la demande de nos citoyens, les participants au sommet ont endossé des engagements qui permettront de protéger l'intégrité de l'information, notamment en explorant les opportunités offertes par l'IA pour lutter contre la manipulation de l'information.

→ Sous l'impulsion de 9 groupes de médias internationaux (France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, INA, TV5MONDE, SR, LRT, Radio-Canada, ZDF), et le soutien du *News Committee of the European Broadcasting Union* (EBU), l'**Alliance pour les faits** permettra aux médias de fournir des informations certifiées dans un environnement numérique transformé par l'IA.

→ Une **Cartographie des enjeux et usages de l'IA pour le journalisme**, portée par 5 médias fondateurs de l'Alliance pour les faits, avec l'appui du réseau EBU, a été publiée pour permettre l'analyse de l'impact de l'IA générative sur la production de l'information.

→ Le Pôle d'expertise de la régulation numérique (PEReN) et le Service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) du gouvernement français ont développé un **outil open source de métadétection de contenus générés par l'IA**, dont la première version du code a été partagée le 20 décembre 2024 avec les partenaires du sommet, puis communiquée publiquement dès janvier 2025.

→ **Un outil open source dénommé «D3lta»**, permettant d'identifier des tactiques de manipulations textuelles à grande échelle, a été publié par VIGINUM et l'OCDE, accompagné d'un rapport de VIGINUM sur l'IA pour lutter contre les manipulations de l'information.

Le sommet a également permis de mieux identifier les défis de cybersécurité liés à l'IA et définir des bonnes pratiques:

→ L'Agence française de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a publié une **analyse de risques et d'opportunités cyber**, rédigée par 200 experts internationaux et signée par 14 pays. Un exercice de gestion de crise cyber de grande ampleur, associant professionnels des secteurs de l'IA et de la cybersécurité, a permis de mettre en application ces principes, favorisant le dialogue entre ces deux communautés autour d'une culture du risque commune.

→ Pour renforcer le dialogue international sur la sécurité des solutions d'IA, les acteurs du sommet ont réalisé plusieurs **essais conjoints, en particulier dans le cadre du réseau des Instituts de sécurité de l'IA**, ouvrant ainsi la voie à des coopérations internationales pérennes.

→ Le sommet a également permis le développement de **nouveaux outils partagés**, pour (i) l'évaluation de la robustesse des modèles de langage face aux instructions malveillantes, (ii) la détection des *deepfakes* en moins de 3 secondes, ou encore (iii) tester la capacité des grands modèles de langage de pointe à effectuer un raisonnement de manigance.

→ L'OCDE, en partenariat avec le gouvernement japonais, l'IEEE et AI Commons, a organisé un « **Global AI Trust Challenge** » international rassemblant des équipes du monde entier, dans l'objectif de créer des solutions prêtes à être adoptées pour lutter contre la désinformation.

Le sommet a également permis de prendre la mesure de l'impact de l'IA sur les créateurs et les industries culturelles. Le droit d'auteur et les droits voisins sont au cœur de ces interrogations, comme l'ont reconnu les chefs d'État signataires de la déclaration du sommet, et les participants ont pu prendre une série d'actions :

→ Prenant note de l'appel lancé par 38 acteurs internationaux du monde de l'industrie culturelle et créative sur la culture et l'innovation, le sommet a, à travers ses groupes de travail et tables rondes, permis de **créer un dialogue international** entre développeurs de modèles d'IA générative et ayants droits des secteurs culturels et médiatiques. Cette concertation doit ainsi favoriser la compréhension des enjeux réciproques, l'identification d'intérêts communs et l'identification de bonnes pratiques en matière de négociation d'accords de licences entre fournisseurs de modèles et titulaires de droits.

→ L'Alliance internationale pour la protection du patrimoine (ALIPH), active dans plus de 40 pays sur tous les continents, s'est associée à Microsoft, Planet Labs et Iconem pour lancer « **HeritageWatch.AI** ». Cette initiative pionnière permet, grâce à l'IA, d'analyser et de prédire en temps réel les risques, notamment climatiques, qui pèsent sur le patrimoine mondial.

3. Une gouvernance efficace et inclusive de l'IA

Ce sommet a créé pour la première fois une conversation mondiale dédiée à l'action sur l'IA, incluant des pays et des acteurs de tous les continents, accordant une très large place à la société civile, à la recherche et aux entreprises. Le sommet pour l'action sur l'IA a cherché à poser de premiers jalons pour l'opérationnalisation du Pacte numérique mondial, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies lors de sa 79^e session, avec le principe central que chaque voix soit écoutée – États, citoyens, entreprises de toute taille développant ou déployant l'IA, organisations non-gouvernementales, artistes, entrepreneurs, travailleurs, scientifiques et chercheurs.

→ Une session de travail en présence d'une quarantaine d'organisations internationales, d'États, d'entreprises et d'ONG moteurs dans la gouvernance a permis des progrès substantiels sur la future mise en œuvre du « **Dialogue mondial** » prévu par le Pacte numérique mondial, sous la conduite des deux co-facilitateurs nommés par l'ONU, le Costa Rica et l'Espagne. Ces échanges se poursuivront au cours des prochains mois dans les enceintes dédiées.

→ Afin de renforcer la collaboration et le consensus scientifique sur la gouvernance de l'IA, une première réunion de haut niveau sur la mise en œuvre du « **Panel scientifique** » sur l'IA des Nations unies s'est tenue dans le cadre des journées scientifiques du sommet les 6 et 7 février 2025, sous l'impulsion du Costa Rica et de l'Espagne.

→ Le sommet a permis d'apporter des réponses aux demandes de renforcement capacitaire de la communauté internationale exprimées dans le Pacte numérique mondial des Nations unies notamment à travers le lancement de la **fondation Current AI**.

Le sommet a permis de prendre des décisions majeures dans le domaine de la paix et de la sécurité face à l'IA. Parce que des engagements de responsabilité sont nécessaires pour faire face à cette nouvelle réalité, 26 pays, tout en reconnaissant les opportunités qu'offre l'IA dans le domaine de la défense, se sont engagés à conserver un contrôle humain sur l'ensemble des décisions létales en signant la **Déclaration de Paris sur le maintien du contrôle humain dans les systèmes d'armes dotés d'IA**.

Le sommet a aussi permis de démontrer que seule une conversation mondiale permettra de faire avancer l'ensemble des sujets liés au développement de l'IA. Les 28 organisations internationales et régionales présentes ont pu témoigner de leur contribution essentielle, en créant des outils partagés et des espaces permettant la collaboration et la solidarité.

→ Reconnaisant la validité de cette approche d'une gouvernance en système, a été publiée la **toute première cartographie d'une gouvernance globale, complète et inclusive de l'IA**, reposant sur les 4 dimensions suivantes: droits de l'Homme et libertés fondamentales, gouvernance inclusive et accès démocratique, croissance économique et progrès durables, confiance, sûreté et sécurité. Cette cartographie permettra une articulation efficace des différentes enceintes de la gouvernance de l'IA à l'échelle mondiale.

Certains groupes pionniers ont ainsi pu, à la faveur de ce sommet, faire avancer leur collaboration :

→ Une réunion ministérielle informelle des 44 pays membres du **Partenariat mondial sur l'IA (PMIA)**, dans un format ouvert à 20 pays non-membres, aura permis d'annoncer l'intérêt de 7 États (Cambodge, Croatie, Kazakhstan, Malte, Maroc, Roumanie, Rwanda) de rejoindre cette enceinte inclusive et multi-acteurs, avec l'objectif d'atteindre une soixantaine de membres d'ici le sommet de Bratislava en novembre 2025.

→ Le réseau international des instituts de sécurité de l'IA s'est réuni en marge du sommet et la France déjà membre du réseau, a concrétisé son engagement en se dotant de son propre Institut national pour l'évaluation et la sécurité de l'IA (INESIA).

INVESTISSEMENTS EN FRANCE

En France, une stratégie complète sur les talents, la formation, la diffusion, les infrastructures et l'IA d'intérêt général a été présentée par le Président de la République et le gouvernement. Au cours de ce sommet, la France a notamment annoncé que **le territoire français disposait de très nombreux talents et de nombreux atouts pour accueillir des infrastructures** dédiées à l'IA : une énergie décarbonée et abondante, un positionnement géographique ainsi qu'un foncier directement adapté aux projets de centres de données.

Le sommet a également permis d'annoncer plus de 109 milliards d'euros d'investissements privés, portés par des entreprises françaises et internationales, pour le développement de projets d'infrastructures et de déploiement en France. Ces projets d'infrastructures de nos entreprises et des entreprises étrangères sur notre territoire feront de la France un acteur stratégique en termes de puissance de calcul. Notamment, un accord-cadre a été signé entre la France et les Émirats arabes unis, prévoyant des investissements de la part d'un consortium de champions franco-émiratis, dans le but notamment de créer un campus dédié à l'IA en France, d'une capacité de calcul pouvant aller jusqu'à un gigawatt. D'autres projets très ambitieux ont été annoncés par des acteurs canadiens, américains, britanniques et français.

Liste des annexes

1. Déclaration pour une intelligence artificielle inclusive et durable pour les peuples et la planète

2. Charte de Paris sur l'intelligence artificielle pour l'intérêt général

3. Nouveau partenariat pour promouvoir l'IA d'intérêt général

4. Coalition pour une IA durable

5. Engagement pour une IA digne de confiance dans le monde du travail

6. Déclaration de Paris sur le maintien du contrôle humain dans les systèmes d'armes dotés d'IA

7. Déclaration des co-présidences sur la gouvernance internationale de l'intelligence artificielle

8. Cartographie des enjeux de la gouvernance de l'IA
